

Fondation

Olo



Des
bébés
en santé



Suivi Olo et Fondation Olo : vers un réinvestissement pour les futurs bébés et les familles

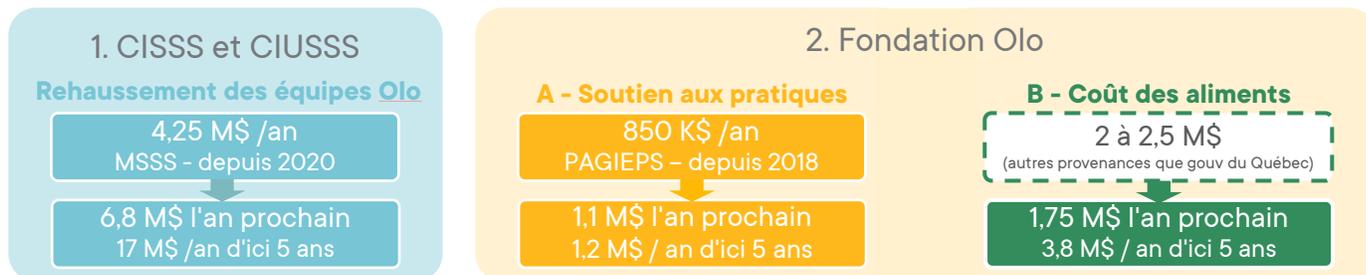
- Faits saillants

du mémoire déposé dans le cadre des consultations
prébudgétaires 2023-2024 du Ministère des Finances

L'inflation porte un dur coup aux ménages québécois. Le budget d'épicerie s'amenuise, les aliments de base coûtent plus cher, et il devient de plus en plus difficile de se procurer des aliments nutritifs. L'insécurité alimentaire augmente en prévalence et en gravité, notamment chez probablement plus de 10 000 familles avec un bébé.

L'impact est notable sur le suivi Olo et la Fondation Olo. Sur le terrain, on observe une **hausse de la demande** que l'on explique par la **pression financière** qui pèse sur les familles, par le **succès de l'Avis de grossesse** et parfois par l'arrivée massive de demandeurs d'asile. En un an, les échanges de coupons alimentaires ont augmenté de **22%** et le coût total des aliments remis via ces coupons de **41%**. Ceci renouvelle le regard à poser sur le suivi Olo.

Les recommandations de ce mémoire distinguent trois volets dans le financement à rehausser :



Nos recommandations au gouvernement du Québec

- 1** Poursuivre le réinvestissement amorcé en 2020 pour le suivi Olo par le MSSS dans les CISSS et les CIUSSS pour parvenir à un financement récurrent de 15,3 M\$ - Il est proposé d'étaler ce réinvestissement sur 5 p.22 exercices ce qui nous amène, en tenant compte de l'inflation, à un montant annuel de 17 M\$ en 2027-2028. (hypothèse travaillée avec la Direction de santé publique du MSSS dès janvier 2020)
- 2A** Octroyer à la Fondation Olo un financement annuel débutant à 1,1 M\$ et atteignant, en tenant compte de p.26 l'inflation, 1,2 M\$ en 2027-2028. Ce financement permettra d'assurer la pérennité et l'adaptabilité régionale du soutien apporté aux intervenantes et professionnelles du réseau ainsi qu'aux spécificités communautaires et autochtones – Ceci viendrait remplacer le financement de 850 K\$ qui fait partie du PAGIEPS et qui arrive à échéance.
- 2B** Allouer à la Fondation Olo un financement annuel débutant à 1,75 M\$ et atteignant 3,8 M\$ en 2027-2028 p.30 afin de l'aider à faire face aux coûts des aliments remis dans le cadre du suivi Olo – Les hausses observables et projetées s'expliquent par l'inflation, la progression du nombre de familles rejointes (conséquence de l'Avis de grossesse) et la mise en place d'une offre pour la portion postnatale du suivi. (correspond à un tiers du coût estimé, l'intention étant que la part fédérale et les dons soient aussi bonifiés)

Coût des mesures (M\$/an)	2023-2024	2024-2025	2025-2026	2026-2027	2027-2028
Recomm 1 – CISSS et CIUSSS	6,8	9,35	11,90	14,45	17
Recomm 2A – F. Olo - soutien	1,1	1,125	1,150	1,175	1,2
Recomm 2B – F. Olo - aliments	1,75	2,35	2,8	3,3	3,8

Plus que du dépannage alimentaire, le suivi Olo est un accompagnement qui outille les familles, soutient leur motivation à s'alimenter sainement et donne accès chaque semaine à des aliments nutritifs. Il prend place dans un contexte de faible revenu dans la période cruciale des 1 000 premiers jours de vie. Véritable porte d'entrée vers les services pour les familles vulnérables, il fait partie du filet social et constitue l'un de nos meilleurs leviers pour agir tôt et en prévention.

En finançant le suivi Olo et la Fondation Olo à la hauteur des besoins, le gouvernement du Québec répond à des arguments scientifiques et économiques, car il investit, tôt dans la vie, dans l'égalité des chances et le développement des enfants. En même temps, il s'inscrit en réponse à une situation très actuelle en venant réduire chez les familles les plus affectées les effets d'une inflation qui les rattrape à chaque repas, épicerie ou visite à la banque alimentaire.

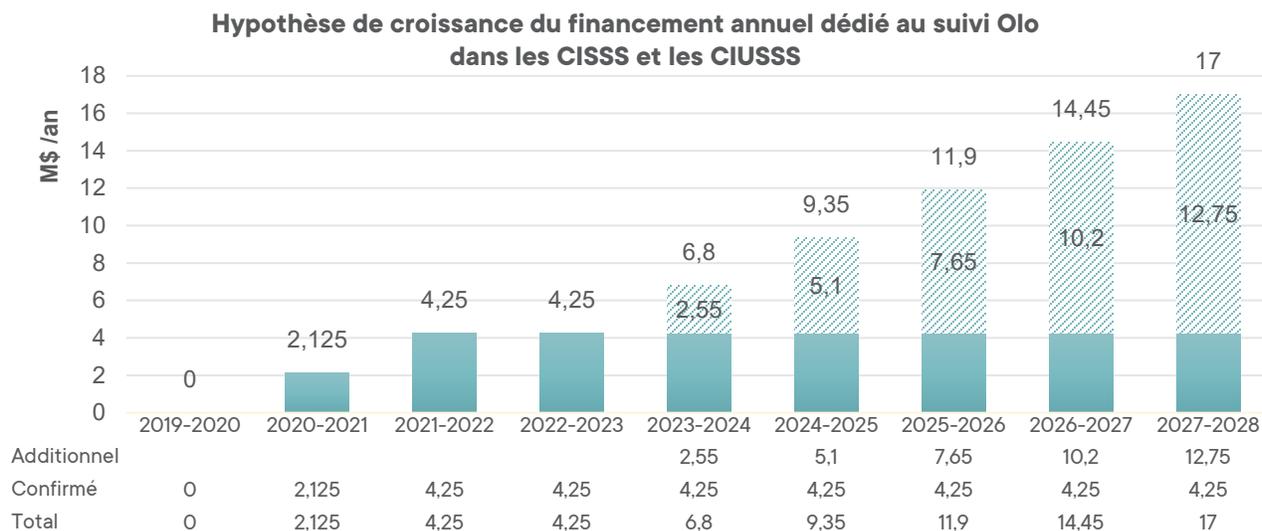
Planifier ces investissements dans le budget 2023-2024 serait un engagement **cohérent et judicieux**, porteur de **santé, d'équité, de solidarité** et de **prospérité**.



>>> Hausser la capacité du réseau à répondre aux besoins

Recommandation 1

Poursuivre le réinvestissement amorcé en 2020 pour le suivi Olo par le MSSS dans les CISSS et les CIUSSS pour parvenir à un financement récurrent de 15,3 M\$ - Il est proposé d'étaler ce réinvestissement sur 5 exercices ce qui nous amène, en tenant compte de l'inflation, à un montant annuel de 17 M\$ en 2027-2028.



La recommandation repose sur l'objectif de permettre dans le réseau un suivi Olo qui soit :

<p>Accessible à toutes les femmes enceintes admissibles (SIPPE ou pas)</p>	<p>Garant d'impact par ses pratiques dès le prénatal (proche des recommandations du cadre de référence du suivi Olo)</p>	<p>Se poursuivant en postnatal sans coupure pour les parents et sans bris du lien de confiance</p>	<p>Ancré dans sa communauté grâce aux arrimages avec les organismes communautaires</p>
---	--	---	---

Nos hypothèses pour calculer le coût annuel reposent sur ces principales variables

<p>Demande accrue des femmes admissibles (>10 000 femmes)</p>	<p>Moyenne de 10 rencontres individuelles échelonnées de la 12e semaine de grossesse à 24 mois approx.</p>	<p>Inclusion dans le calcul de temps pour réaliser les essentiels arrimages</p>
--	---	---

Éléments clés :

- Le réinvestissement de 4,25 M\$ annoncé en 2020, même s'il représente moins du tiers du financement nécessaire, était un premier pas attendu qui a inspiré confiance aux équipes et préparé la venue du nouveau cadre de référence du suivi Olo. Jusqu'à 160 embauches résulteraient de cet investissement récurrent.
- Suivant le déploiement de *l'Avis de grossesse*, face au coût prohibitif des denrées et en tenant compte des besoins des familles réfugiées et demandeuses d'asile, la demande pour le suivi Olo est croissante. Nous avons estimé que 11 700 femmes pourraient être admissibles.
- Les hypothèses chiffrées ont été travaillées avec la Direction de santé publique dès l'hiver 2020. Elles tiennent compte de la proximité avec SIPPE et des sommes disponibles en provenance du gouvernement fédéral. Les montants ont été indexés de 2,2% par année à partir de l'exercice 2023-2024.
- Les embauches à venir concernent encore beaucoup des postes de nutritionnistes, une profession moins touchée que les infirmières et travailleuses sociales par les enjeux de rareté et de mobilité de la main d'œuvre.



>>> Investir dans la capacité de la Fondation Olo à soutenir les pratiques professionnelles et adapter son soutien aux réalités régionales, communautaires et autochtones

Recommandation 2A

Octroyer à la Fondation Olo un financement annuel débutant à 1,1 M\$ et atteignant, en tenant compte de l'inflation, 1,2 M\$ en 2027-2028. Ce financement permettra d'assurer la pérennité et l'adaptabilité régionale du soutien apporté aux intervenantes et professionnelles du réseau ainsi qu'aux spécificités communautaires et autochtones – Ceci viendrait remplacer le financement de 850 K\$ qui fait partie du PAGIEPS et qui arrive à échéance.

Par sa communauté de pratiques, les formations offertes, le partage de pratiques et d'autres formes de transfert de connaissances, la Fondation Olo soutient dans leurs pratiques et est l'alliée sur le terrain de :

Plus de 500 intervenantes et autres professionnelles du réseau	Plus de 30 championnes, principales interlocutrices de la Fondation dans les CISSS et CIUSSS	30 connecteures qui oeuvrent aux arrimages entre réseau et organismes de la communauté	900 organismes actifs dans les communautés	19 communautés des Premières Nations, 6 centres d'amitié, le Conseil Cri et le RRSST du Nunavik
---	---	---	---	---

Depuis 2018, c'est le PAGIEPS qui finance une large proportion du coût de ces volets essentiels à l'impact auprès des familles. Grâce à ce financement, les réalisations se sont multipliées, faisant en sorte que **les cibles sont atteintes et dépassées** (l'ensemble des 22 établissements rejoint sur un objectif d'1 gestionnaire et une équipe par CISSS/CIUSSS ou 19 communautés autochtones sur un objectif de 12) **ou près de l'être** (plus de 900 organismes communautaires rejoints sur un objectif de 1000), et ce, malgré le contexte pandémique.

Son échéance imminente (mars 2023 ou mars 2024 s'il y a prolongation d'un an) est un risque. Une bonification est aussi nécessaire considérant qu'entre 2023 et 2028, forte de ses collaborations, la Fondation Olo veut aller plus loin et que la quête d'un plus grand impact commande de développer davantage sa capacité à adapter son apport aux réalités régionales, communautaires et autochtones.

<p>Avec ses alliées des CISSS et CIUSSS</p> <p>Rejoindre les familles les plus isolées ; documenter les pratiques Olo dans chaque établissement ; soutenir leur amélioration en pré et en postnatal ; accompagner l'arrivée des aliments en postnatal ; cerner les obstacles propres à chaque région et les abaisser ; outiller les intervenantes ; mobiliser les équipes et soutenir l'innovation</p>	<p>Avec le milieu communautaire (et via les arrimages avec le réseau)</p> <p>Outiller les accompagnatrices dans leur capacité à mobiliser les familles dans l'adoption de nouvelles habitudes alimentaires ; parfaire leurs connaissances sur l'alimentation ; multiplier les connecteures, les soutenir dans la mise en place du référencement, de l'arrimage et de l'accompagnement</p>	<p>Avec les populations autochtones</p> <p>Connaître la réalité des différentes communautés ; nourrir nos liens avec nos interlocuteurs ; créer, traduire ou adapter culturellement les outils ; mettre en place une plateforme de partage et de soutien (groupe Facebook) ; évaluer la faisabilité et financer des aliments choisis par la communauté</p>
---	--	---

Maintenir les acquis, poursuivre l'innovation et offrir un soutien plus adapté aux dynamiques régionales, communautaires et autochtones nous amènera obligatoirement à hausser nos capacités, donc à ajouter des personnes dans l'équipe. Nous avons posé ici l'hypothèse d'une multiplication des coûts par 1,5, lesquels sont constitués principalement de salaires ainsi que d'honoraires (ex. pour le développement de formations). Aussi, la Fondation Olo demande une majoration de son financement de 850 000 \$ à 1,1 M\$ qui, en tenant compte de l'inflation, atteindra 1,2 M\$ d'ici 2027-2028. Cette demande est faite avec la compréhension que ce montant est inférieur aux coûts réels et que d'autres sources de revenus (ex. dons privés) viendront s'ajouter à cet investissement du gouvernement du Québec.



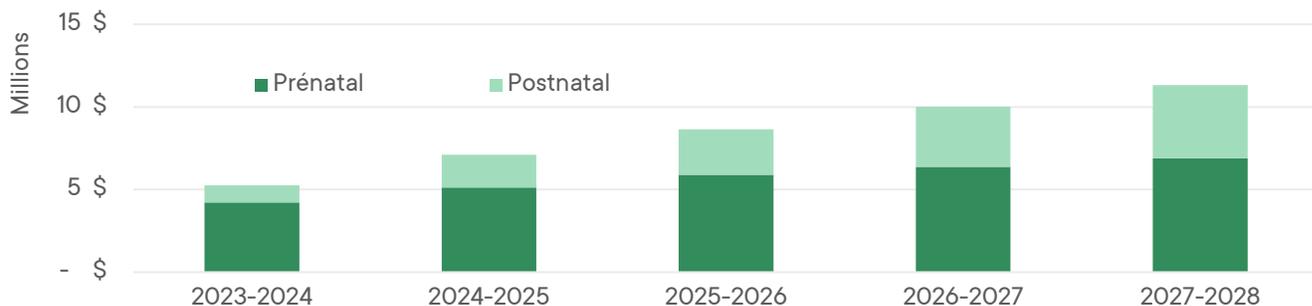
>>> Allouer un financement dédié et croissant pour les aliments remis aux familles

Recommandation 2B

Allouer à la Fondation Olo un financement annuel débutant à 1,75 M\$ et atteignant 3,8 M\$ en 2027-2028 afin de l'aider à faire face aux coûts des aliments remis dans le cadre du suivi Olo. – Les hausses observables et projetées s'expliquent par l'inflation, la progression du nombre de familles rejointes (conséquence de l'Avis de grossesse) et la mise en place d'une offre pour la portion postnatale du suivi.

Les aliments – lait, œufs, légumes – coûtent actuellement entre 2 M et 2,5 M\$ par an et constituent la principale dépense de la Fondation Olo. À ce jour, ils sont financés par des dons privés et par le gouvernement du Canada via le *Programme canadien de nutrition prénatale*. Or, la hausse des femmes rejointes entraîne l'utilisation d'un plus grand nombre de coupons (22% d'augmentation) et les prix plus élevés des aliments, en s'additionnant au volume, font grimper d'autant plus les coûts totaux (41% d'augmentation). Considérant que l'évolution et l'impact du suivi Olo impliquent l'ajout d'une offre d'aliments en postnatal, les coûts d'aliments sont appelés à s'accroître de façon considérable. En fonction des hypothèses utilisées dans ce mémoire, le coût pourrait dépasser 10 M\$ d'ici 5 ans.

Devant des besoins financiers aussi majeurs, la Fondation Olo a besoin de l'aide du gouvernement du Québec et propose d'explorer plusieurs avenues de financement à travers des politiques et plans d'actions ayant des objectifs convergents de consommation de fruits et légumes par les populations vulnérables (*Politique gouvernementale de prévention en santé*) ou d'achat d'aliments québécois à travers les institutions (*Politique bioalimentaire, MAPAQ*).



	2023-2024	2024-2025	2025-2026	2026-2027	2027-2028
Prenatal	4 223 000 \$	5 116 000 \$	5 900 000 \$	6 383 000 \$	6 887 000 \$
Postnatal	1 033 000 \$	1 982 000 \$	2 743 000 \$	3 637 000 \$	4 435 000 \$
Total (1 000 jours)	5 256 000 \$	7 098 000 \$	8 643 000 \$	10 020 000 \$	11 322 000 \$
Demande (1/3)	1 750 000 \$	2 350 000 \$	2 800 000 \$	3 300 000 \$	3 800 000 \$

Le montant demandé totalise 14 M\$ sur 5 ans et représente le tiers du coût estimé, ce qui est à l'image du souhait de la Fondation Olo de compter sur des revenus privés et publics, provinciaux et fédéraux. Ce calcul témoigne de la volonté de la Fondation de garder **un équilibre** dans ses sources de financements établi autour d'une logique **d'1/3 (financement provincial), 1/3 (financement fédéral) et 1/3 (dons)**.

Il est aussi à noter que les totaux précédents n'incluent pas les aliments que nous aimerions voir remis aux femmes et familles autochtones dans le cadre d'un accompagnement similaire au suivi Olo par ses fondements et objectifs, mais défini et offert par la communauté. Les pistes préliminaires laissent envisager un coût pouvant atteindre 1 M\$ par année.

